



## SOUS-PREFECTURE DE BERGERAC

Le numéro W241002737  
est à rappeler dans toute  
correspondance

### Récépissé de Déclaration de CREATION de l'association n° W241002737

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

#### la sous-préfète de Bergerac

donne récépissé à **Monsieur le Président**

d'une déclaration en date du : **07 mars 2016**

faisant connaître la constitution d'une association ayant pour titre :

#### **ASSOCIATION FRANCAISE D'ORTHODONTIE NUMERIQUE ET DIGITALE**

dont le siège social est situé : 2 rue DES DEUX CONILS  
24100 Bergerac

Décision prise le : **13 janvier 2016**

Pièces fournies : liste des dirigeants  
Procès-verbal  
Statuts

Bergerac, le 16 mars 2016

le secrétaire général

Alain LAPRADE

*'Savez-vous que vous pouvez, sans aucun frais supplémentaire, et en évitant tout envoi papier, créer, modifier votre association, en ligne, depuis votre domicile, sur le site gouvernemental [compteasso.service-public.fr](http://compteasso.service-public.fr) ?*

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al 5,6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés.

Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al 1 :

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

NOTA :

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.